

L'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation



Outre le régime général de la responsabilité du fait des choses, il existe des régimes spéciaux d'indemnisation du fait de certaines choses. Tel est le cas lorsqu'un dommage est causé par un **produit défectueux**, ou quand un **VTAM** est impliqué dans l'accident. Dans ces deux hypothèses, des lois spéciales sont d'application exclusive.



L'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation

Le régime d'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation est issu de la **loi du 5 juillet 1985**, dite loi Badinter. Cette loi est d'application exclusive lorsque ses conditions sont réunies, à savoir : un **véhicule** terrestre à moteur (VTAM) **impliqué** dans un accident de la **circulation**. Il faut ensuite établir que le dommage subi est **imputable** à l'accident, avant de déterminer qui en sera le **responsable** (voir la fiche n°2).

Un VTAM...

Pour que la **loi du 5 juillet 1985** soit applicable, au moins un VTAM doit être impliqué dans l'accident. Il doit s'agir d'un véhicule **motorisé** (exclu les véhicules non motorisés comme les vélos), qui circule sur le **sol**, ce qui exclu les véhicules non terrestres (avions, bateaux, etc), ainsi que les véhicules qui circulent sur une voie propre, c'est-à-dire fermée aux autres usagers de la route (trains, tramways).

Un passage à niveau reste une voie propre.





... impliqué dans un accident

Ce véhicule doit être intervenu d'une manière ou d'une autre dans l'accident, c'est-à-dire qu'il doit y avoir **contribué (article 1 de la loi)**. Ici deux hypothèses :

- Le véhicule est entré en contact avec le siège du dommage, qu'il ait été en mouvement ou non (heurt, collision, etc) : son implication est **présumée**.
- Le véhicule n'est pas entré en contact avec le siège du dommage : il suffit de démontrer qu'il a **joué un rôle** quelconque dans l'accident (il a constitué une gêne par sa présence à tel endroit etc).

Un accident de la circulation

Pour que la loi Badinter s'applique, l'accident doit être un accident de la **circulation (article 1 de la loi)**. Cette condition ne posera pas de difficultés lorsque le véhicule circulait sur une voie de circulation ou quand il était en mouvement. Mais quand le véhicule était immobile, l'accident ne doit pas être dû à un élément étranger à sa fonction de déplacement (ex : personne tombée d'une parcelle d'un chariot élévateur à l'arrêt), ou dû uniquement à un comportement fautif de l'homme (ex : explosion d'un camion dû à l'allumage d'une allumette dans une station-service).

Un dommage imputable à l'accident

Le dommage doit être imputable à l'accident. Ici, trois hypothèses :

- Le dommage est contemporain à l'accident ou survient peu de temps après : ici, l'imputabilité du dommage à l'accident est **présumée** par les juges.
- Le dommage apparaît après l'écoulement d'un certain temps (ex : un problème de dos qui apparaîtrait après plusieurs années) : ici la présomption d'imputabilité ne joue pas et la victime devra **prouver** que le dommage a été causé par l'accident (par le biais d'une expertise notamment).
- L'accident est **complexe** (plusieurs véhicules impliqués, carambolage, etc) : ici, les juges considèrent que tous les véhicules doivent être considérés comme impliqués. Dès lors, la victime pourra demander réparation à n'importe lequel des conducteurs ou gardiens.



L'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation

La **loi du 5 juillet 1989** est donc d'application exclusive lorsque ses quatre conditions d'application sont réunies. Mais une fois ces conditions vérifiées, encore faut-il déterminer sur qui pèsera la charge de l'indemnisation, autrement dit, qui sera considéré comme **responsable**. Il faut enfin s'intéresser aux éventuelles **causes d'exonération** dont celui-ci pourrait se prévaloir.



Sont responsables, sur le fondement de la loi de 1985, les **conducteurs ET gardiens** des véhicules impliqués dans l'accident (**article 2 de la loi**) :

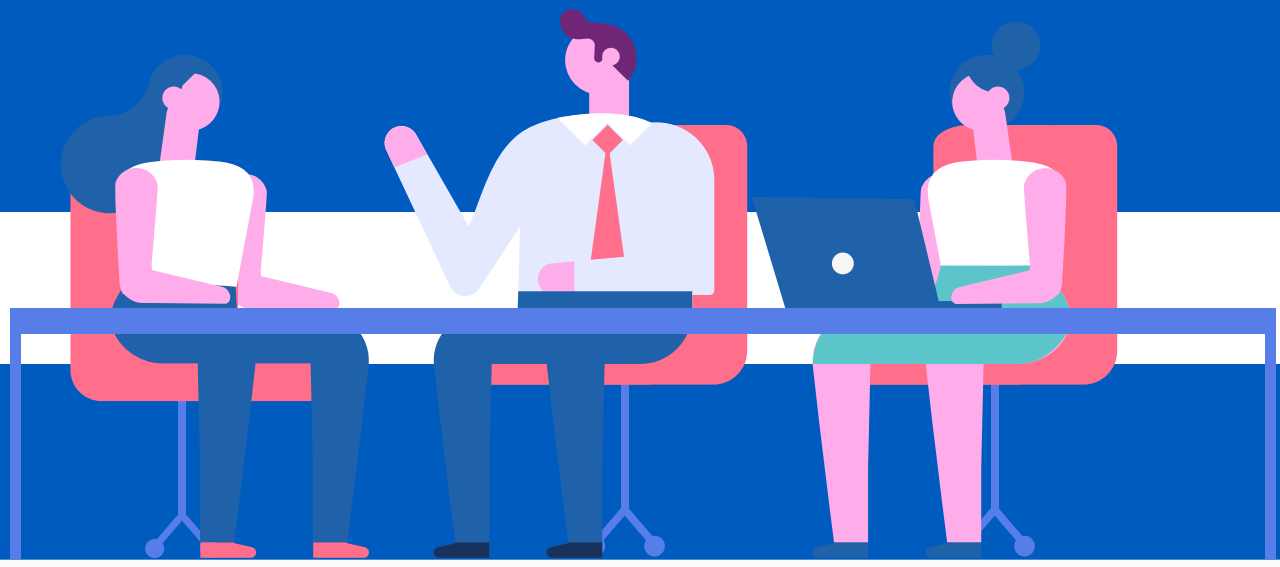
Déterminati on du responsable

- Le **propriétaire** du véhicule est présumé être le gardien de celui-ci. Le plus souvent donc, l'indemnisation pèsera sur le propriétaire du véhicule. Mais il s'agit d'une présomption simple qui peut être renversée si le propriétaire démontre qu'il avait transféré la garde du véhicule au profit du conducteur (transfert des pouvoirs d'usage, de contrôle et de direction).
- Le conducteur est celui qui est aux **commandes** du véhicule, que le moteur soit en marche ou non. Les juges vont même plus loin et considèrent que toute personne disposant des pouvoirs de commandement du véhicule doit être considérée comme conducteur (ex : le passager qui appuie sur la jambe droite du conducteur, provoquant l'accélération du véhicule). *A contrario*, ne sera pas considéré comme conducteur celui qui poussait à la main le véhicule en panne ou encore celui qui descendait du véhicule ou y prenait place.

Concrètement, trois hypothèses peuvent donc se présenter :

- Dans la plupart des cas, le propriétaire présumé gardien et le conducteur sont la même personne : ici pas de difficultés, il est responsable.
- Le propriétaire présumé gardien démontre qu'il avait transféré la garde de son véhicule à un tiers conducteur : c'est sur le conducteur que pèsera la charge de l'indemnisation.
- Le propriétaire présumé gardien n'était pas le conducteur du véhicule, mais n'en avait pas pour autant transféré la garde (ex : simple usage, dans un laps de temps très court, etc) : ici, le conducteur occasionnel ET le gardien seront responsables *in solidum*.





Les causes d'exonération

L'**article 2 de la loi** interdit au responsable (conducteur ou gardien) de s'exonérer par la preuve d'un cas de force majeure ou par le fait d'un tiers. Il faut donc s'intéresser au comportement de la **victime**, et distinguer selon que le dommage soit un dommage aux **biens** ou aux **personnes** :

Dommage aux biens

La faute de la victime (ex : état d'ébriété, imprudence, etc) a pour effet de limiter ou d'exclure son droit à réparation : les juges détermineront souverainement l'étendue de l'indemnisation.

Dommage aux personnes

L'**article 3 de la loi** distingue selon que la victime était **conductrice** ou **non conductrice** (piéton, cycliste, passager, etc) :

Conductrice

Article 4 de la loi : la faute peut limiter voir exclure l'indemnisation selon sa gravité : les juges en détermineront souverainement l'étendue.

Non conductrice

- Entre 16 et 70 ans : seule une faute inexcusable cause exclusive du dommage pourra limiter l'indemnisation (**article 3 de la loi**).
- + de 70 ans ou - de 16 ans ou incapable : on ne pourra jamais lui opposer sa faute (hors suicide).

